

## **Le Courrier de la Marche Mondiale des Femmes - N° 145 - 4 décembre 2009**

Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche Mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'expéditeur est bien la MMF) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et à vos ami-es.

---

### **SOMMAIRE**

- 1 - **RAPPEL** : Contre le chômage, la précarité, les licenciements, manifestation nationale à Paris 14h de la Place de Stalingrad à la place de Clichy
  - 2 - Pétition pour sauver le centre IVG de l'hôpital Tenon à Paris
  - 3 - Commémoration massacre de l'école polytechnique de Montréal
  - 4 - Pétition Hôpital Public
  - 5 - Blocus sur l'Association Tunisienn des Femmes démocrates
  - 6 - Pologne : Manifestation devant les supermarchés en Pologne et grève prévue avant Noël
  - 7 - D'un 25 novembre à l'autre... - Collectif National Droits des Femmes
  - 8 - Le VIH, 1ère cause de mortalité des femmes dans le monde ! - Communiqué du MFPP
  - 9 - Pour l'incompatibilité d'un mandat politique et d'une condamnation pour violences sexuelles
  - 10 - 8 mars - la conquête du corps - Atenea Acevedo
  - 11 - L'Ouganda veut adopter la peine de mort pour les gays séropositifs ! Centre LGBT Paris IdF
  - 12 - Les troupes de l'Otan hors d'Afghanistan - Aucun renfort français -
  - 13 - Film : La domination masculine
- 

### **ACTIONS**

1 - **RAPPEL** : Contre le chômage, la précarité, les licenciements, manifestation nationale à Paris 14h de la Place de Stalingrad à la place de Clichy

2 - **Pétition pour sauver le centre IVG de l'hôpital Tenon à Paris**

Même si cet hôpital est à Paris dans le 20<sup>ème</sup> arrondissement, tout le monde peut signer la pétition, le problème est le même partout. <http://jesigne.fr/pour-le-maintien-du-centre-ivg-tenon>

3 - **Commémoration massacre de l'école polytechnique de Montréal** - Les Chiennes de garde

Comme chaque année, des "Encore féministes !" se rassemblent à Paris pour commémorer le massacre anti-féministe qui eut lieu le 6 décembre 1989 à la Polytechnique de Montréal. Rendez-vous le dimanche 6 décembre à 18h au café le Québec, 45 rue Bonaparte, tout près de la place du Québec, à Saint-Germain-des-Prés (au coin de la rue de Rennes et du bd St-Germain). Nous échangerons entre nous et préparerons nos banderoles « Le féministe n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours » (phrase de Benoîte Groult). La commémoration commencera à 19h. Prière de vous habiller de couleurs sombres ! Voir : <http://encorefeministes.free.fr/poly.php3> .

### **MOBILISATIONS**

4 - **Pétition Hôpital Public** : Allez sur le site signer la pétition pour la défense de l'hôpital public. Faites suivre l'information. L'objectif du Mouvement pour la défense de l'hôpital public est de dépasser le million de signatures avant la fin de la semaine ! <http://petition-mdhp.fr/index.html>

## **5 - Blocus sur l'Association Tunisienn des Femmes démocrates**

Depuis le mois d'octobre, un impressionnant dispositif sécuritaire est mis à nos portes. Postés là en permanence et soumis à la loi du silence, des agents font régner leur ordre discrétionnaire, filtrant l'accès aux locaux de l'association et refoulant avec force les jeunes et les « indésirables » parmi les adhérentes ou les partenaires. Ce blocus, qui vise à nous couper de tout lien avec notre environnement, frappe de plein fouet nos activités de formation organisées dans le cadre de l'Université Féministe Ilhem Marzouki.

L'Université Féministe Ilhem Marzouki est, à l'instar du Centre d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violence de l'ATFD, une activité interne de sensibilisation et de formation à la culture féministe de l'égalité. Formation non diplômante et bénévole, elle vise la diffusion auprès d'une jeunesse menacée par les conservatismes, les archaïsmes et l'exil, les valeurs d'égalité des sexes, des droits humains, de la citoyenneté et de la démocratie.

Cette activité, inhérente aux objectifs de l'ATFD pour les droits des femmes, a requis l'aménagement d'un espace abritant ses sessions et ses modules de formation. A cet effet, l'association a entrepris toutes les démarches administratives nécessaires exigées par les textes, notamment par la loi sur les associations. Déclaration préalable en a été faite. Aucun acte de rejet n'a été en retour signifié à l'association. Face au siège qui se poursuit, l'ATFD a tenté en vain des médiations. A ce jour, aucune démarche n'a abouti à une quelconque entrevue, ou RDV d'entrevue ou même à l'amorce d'un dialogue. L'ATFD n'a en effet pour vis-à-vis que la police politique dont le seul leitmotiv est d'exécuter les ordres. Les ordres de qui ?

Nous femmesdémocrates, réunies en urgence :

- Déplorons cet état de fait que nous considérons abusif et attentatoire à la liberté d'association et au droit élémentaire de poursuivre en toute quiétude les activités inhérentes à notre engagement pour les droits des femmes, l'égalité et la citoyenneté.
- Nous nous élevons contre cette politique de cantonnement des associations autonomes de la société civile, du silence auquel nous nous heurtons et de la gestion policière de nos affaires.
- Nous mettons les autorités face à leur responsabilité envers la jeunesse du pays et les risques qu'elle encourt du fait de la répression et de l'absence de libertés.
- Nous demandons que le siège soit levé sur notre association et que l'on ouvre dans la transparence, avec qui de droit, les questions « litigieuses ».

Pour l'ATFD - La Présidente - Le 15 novembre 2009

## **6 - Pologne : Manifestation devant les supermarchés en Pologne et grève prévue avant Noël**

« Nous voulons des augmentations de salaires, pas la charité ! ». Plus de 100 personnes ont manifesté le 17 novembre dernier devant le supermarché TESCO dans la ville de Gdynia. Les manifestant-es exigeaient un salaire décent, c'est-à-dire une augmentation de 300 zlotys (80 euros) au lieu des 30 à 60 zlotys (9 à 20 euros) d'aumône proposés par la direction et les syndicats réformistes.

Les syndicats Août 80, Solidarnosc 80, la Confédération des Syndicats des Salariés du Commerce et l'association de retraités « Les Vétérans du Travail » estiment que les propositions de la direction sont totalement insuffisantes. Le travail des salariés est très dur, ils/elles sont obligé-es de remplir les obligations de 2 ou 3 postes, tandis que la multinationale TESCO a enregistré en 2009 un bénéfice record de 8,7 millions de zlotys de plus par rapport à l'année dernière. Les syndicalistes estiment donc qu'une partie de ces bénéfices doit revenir aux salarié-es du groupe.

« Les salariés du groupe TESCO sont exploités, ils et elles doivent vivre et faire vivre leur famille avec 1500 zlotys par mois (400 euros) - ce n'est pas acceptable » déclarent les responsables du

syndicat Août 80. « Le Conseil d'administration - au travail pour 500 zlotys ! » - scandaient les manifestant-es, dont de nombreuses femmes salariées de TESCO.

La présidente du syndicat Août 80 à TESCO, Elzbieta Fornalczyk, a annoncé qu'une grève pourrait éclater dans les supermarchés deux semaines avant Noël, afin que les salarié-es de TESCO puissent également fêter décemment Noël avec leurs famille et leurs ami-es !

Communiqué du syndicat Août 80

## TEXTES

### 7 - D'un 25 novembre à l'autre... - Collectif National Droits des Femmes

Mercredi 25 novembre au matin : conférence de presse à l'Assemblée nationale de la « mission d'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes. » Celle-ci, après avoir présenté en juillet le rapport émanant de ses six mois de travail, dépose une proposition de loi adoptée à l'unanimité des trente députés la composant. Cette mission avait été décidée par le président de l'Assemblée, Bernard Accoyer, en novembre 2008, à la suite des 16 000 signatures revendiquant l'inscription de la proposition de loi-cadre contre les violences faites aux femmes du Collectif à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Certes, cette proposition de loi n'est pas la loi-cadre, ne rêvons pas ! Mais elle en reprend certains aspects importants : la création d'une véritable ordonnance de protection comportant diverses mesures significatives, y compris pour les femmes sans papiers, l'interdiction de la médiation pénale dans les affaires de violences conjugales, la création d'un délit de violences psychologiques, l'aménagement du délit de dénonciation calomnieuse, la création d'un Observatoire national des violences. Elle ne dit mot, en revanche, des tribunaux de la violence à l'encontre des femmes, de l'éducation non sexiste, ou des mesures qu'il faudrait prendre au travail pour aider les femmes à surmonter les conséquences des violences subies. Ceci dit, elle représente tout de même une réelle avancée.

Mercredi Midi : alors que nous manifestons devant l'Assemblée, pour la loi cadre, encore et toujours, Fillon prend la parole à Matignon pour proclamer l'année 2010 « Grande cause nationale contre les violences faites aux femmes. » (ce qui signifie des spots publicitaires gratuits pour les associations dans les médias). Il annonce que le gouvernement va légiférer début 2010 en « s'appuyant » sur la proposition de loi de la mission et détaille certaines mesures qui seraient adoptées : création d'un « référé protection » (sans plus de précisions), d'un délit de violences psychologiques, d'un téléphone portable pour les femmes menacées. Mais rien sur les femmes sans papiers victimes, rien sur l'interdiction de la médiation pénale ou l'aménagement du délit de dénonciation calomnieuse. Visiblement, encore une fois, le gouvernement traîne des pieds pour légiférer en profondeur... On ne se détache pas ainsi de millénaires de machisme.

Les semaines qui viennent vont être cruciales dans la mobilisation contre les violences faites aux femmes. Il faut obtenir le maximum. On peut compter sur nous !

Dernière nouvelle : une commission spéciale de la conférence des Présidents de l'Assemblée va être constituée dans les jours qui viennent pour discuter de la proposition de loi de la mission. Celle-ci est inscrite pour janvier à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Des membres du gouvernement pensent qu'elle va trop loin !

Encore une fois, la balle est aussi dans notre camp.

## **8 - Le VIH, 1ère cause de mortalité des femmes dans le monde ! - Communiqué du MFPPF**

Le rapport de l'ONU 2009 « Les femmes et la santé » doit nous interpeller : aujourd'hui dans le monde, le VIH est la 1ère cause de mortalité et de morbidité des femmes en âge de procréer.

Ce rapport rappelle en effet le lourd tribut payé par les femmes dans cette pandémie : précarisation économique, accès à l'éducation et aux soins difficiles, violences subies, criminalisation croissante et discrimination renforcée, sont leur lot quotidien.

Le sida est un révélateur des inégalités entre les femmes et les hommes avec une féminisation de l'épidémie grandissante, en particulier en Afrique Sub Saharienne (plus de 60 % des PVVIH).

Face à la progression constante du VIH, tous s'accordent sur l'obligation de donner priorité à la prévention. Si l'arme du traitement comme « outil de réduction de la transmission » doit être renforcée, elle ne peut suffire : la prise en compte du genre est une donnée centrale dans la conception des actions de prévention quel que soit le cadre des relations (hommes / femmes, HSH..)

Dans une lecture de la contamination hétérosexuelle, les inégalités de genre apparaissent comme un facteur de vulnérabilité pour les femmes. Leur dépendance sociale et économique réduit leur autonomie. Tout comme la pression sociale rend difficile à une femme la proposition d'un préservatif à son ou ses partenaires quand il ne lui est pas impossible de l'imposer. Dans ces rapports inégalitaires, les femmes subissent parfois des rapports sexuels non souhaités, risque supplémentaire de contamination.

Un accompagnement dans une démarche de réduction des risques doit intégrer les assignations et normes et une exposition au risque différente : un homme, « censé » avoir des besoins sexuels supérieurs à ceux d'une femme, doit, pour prouver sa virilité, multiplier les partenaires, et une femme est censée donner une priorité à la relation et aux sentiments. Au total, les risques ne sont pas pris de la même manière, ni pour les mêmes raisons !

Une prévention efficace, au Nord comme au Sud, ne peut s'exonérer d'une réelle prise en compte de la construction des genres et les normes et stéréotypes associés.

En France comme dans le monde, une lutte efficace contre cette pandémie exige :

- La mise à disposition des traitements dans tous les pays ;
- Des moyens pour développer des actions de réduction des risques ;
- La prise en compte dans ces actions des assignations faites aux hommes et aux femmes dans leurs rôles sociaux.

Aujourd'hui, tout recul des financements signifierait un abandon de la lutte contre le SIDA .

Paris le 30 novembre 2009

## **9 - Pour l'incompatibilité d'un mandat politique et d'une condamnation pour violences sexuelles**

Aujourd'hui, en France, des élus nationaux condamnés pour violences sexuelles légifèrent contre les violences faites aux femmes ; des élus locaux condamnés pour violences sexuelles votent des politiques publiques de prévention et de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles ; des maires condamnés pour violences sexuelles ont sous leur responsabilité la police municipale et les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance.

La Justice les a reconnus coupables de violences sexuelles sur des professionnel-les de leurs institutions et/ou sur des administré-es. Pourtant, ces élus conservent leur mandat et leurs responsabilités. Participantes et participants à l'atelier-forum du 12 novembre 2009 : « L'égalité, c'est pas sorcier ! Le défi féministe », nous déclarons que la perpétration de telles violences ne peut être compatible avec la mission d'intérêt général dévolue aux élu/es. C'est pourquoi :

- Nous demandons à la Justice de prononcer des peines d'inéligibilité pour toute personne reconnue coupable de violence sexuelle ;

- Nous demandons au Gouvernement et aux préfets de suspendre ou de révoquer les élus condamnés pour violence sexuelle ;
  - Nous demandons aux partis politiques d'exclure ou, au minimum, de ne pas accepter le renouvellement d'adhésion de leur(s) membre(s) condamné(s) pour violences sexuelles.
- Je soutiens ces demandes, je signe : <<http://5678.lapetition.be>>

### 10 - 8 mars - la conquête du corps - Atenea Acevedo - Manifesto de Tlaxcala

Les informations sur le retour, ou la recrudescence, de la pratique de l'alimentation forcée de fillettes rurales à partir de 5 ou 6 ans pour les faire engraisser en Mauritanie, après le coup d'État d'août dernier qui a remis au pouvoir une junte militaire, éveillent, pour le moins, un sentiment d'alarme et d'urgence internationale. Elles exigent aussi une réflexion sur le grand thème, toujours actuel, des droits des femmes en tant qu'êtres.

La lutte de libération des femmes s'est organisée principalement à partir de la distinction entre espace public et espace privé. La participation des femmes aux espaces publics est peut-être l'aspect le plus évident des succès du mouvement féministe, bien que l'on tende à ignorer, souvent délibérément, la complexe histoire qui, sur le long terme, a vu augmenter sensiblement le nombre de femmes salariées, en majorité encore dans des emplois précaires, et quelques-unes dans des postes de pouvoir et de prise de décision.

Dans les livres d'histoire que nous utilisons au collage, pleins d'images de héros à cheval et en uniforme qui portaient la guerre à travers la planète, Marie Gouze (Olympe de Gouges) et sa « **Erreur! Signet non défini.** » étaient absentes. Dans les salles de classe, personne ne nous a parlé des suffragettes ni de la main-d'œuvre féminine qui ne portait pas atteinte à la famille et aux bonnes mœurs, pourvu qu'elle alimentât la machine de guerre en périodes de crise. Mais, au-delà de l'iconographie nationaliste qui dépeint la patrie comme une mère frondeuse et courageuse, et des trois ou quatre figures habituelles, l'histoire officielle laisse les femmes dans l'anonymat et dans l'oubli. La prise de l'espace public par les femmes appartient à l'histoire marginale, dont ne s'occupent que celles qui s'intéressent à l'étude du féminisme.

Mais nous en sommes là, certaines avec une conscience de genre, et d'autres rétives à toute idéologie, à travailler pour un salaire, à développer des idées, à occuper des ateliers, des tribunes et des bureaux. Néanmoins, l'espace public n'est pas un thème que la réflexion féministe, démocratique et égalitaire, a épuisé. La pauvreté, l'exploitation du travail, le harcèlement, affectent aujourd'hui en majorité les femmes. Le travail domestique non rémunéré continue à être un pilier du capitalisme en tant que reproducteur de main-d'œuvre et d'infrastructure de base gratuite indispensable au fonctionnement social.

Il y a sans aucun doute des aspects qui restent non résolus en ce qui concerne la participation des femmes à la vie publique. Cependant, le *quid* de la question féminine se trouve dans l'espace. Bien qu'il ait gagné un vaste terrain dans le domaine des droits sexuels et reproductifs grâce au moteur de la lutte féministe, le corps des femmes reste aux mains de l'État, du temple, de l'initiative privée, de son couple sentimental et des mœurs. Le cas des fillettes rurales mauritaniennes, gavées de force pour pouvoir trouver un mari et être un digne symbole d'opulence, n'est pas très différent d'autres rites et croyances, peut-être moins brutaux, mais qui suivent ou perpétuent des principes analogues.

On ne peut s'empêcher, quand on pense à ces fillettes, d'évoquer les anorexiques et les boulimiques qui vivent à l'intérieur et à l'extérieur du grand écran. De même que l'on ne peut penser aux pieds bandés des Chinoises d'autrefois sans éviter de les rapprocher des oignons des mannequins et des filles occidentales qui utilisent des talons hauts dès la puberté. On ne peut penser aux mutilations génitales sans réfléchir à l'absence totale du clitoris dans nos livres d'anatomie, dans nos

conversations avec nos mères, ou, pire, encore, avec nos partenaires sexuels. En effet, la barbarie qui caractérise la violation des droits humains dans d'autres cultures doit motiver nos indignations et nos dénonciations mais elle doit aussi être une occasion de jeter sur nos propres cultures un regard autocritique.

Sous toutes les latitudes, nous grandissons, nous autres femmes, avec la conviction qu'il est indispensable de modifier notre corps pour le rendre appétissant, pour plaire à l'autre. Il y a toujours quelque chose en trop (dans ma culture : le duvet, la graisse, les rides, la cellulite) et quelque chose en moins (dans ma culture : une poitrine généreuse et ferme, des parfums délicats, du maquillage, des vêtements à la mode). Et le message sous-jacent ne change pas non plus avec la géographie : personne ne t'aimera comme tu es, personne ne voudra se marier avec toi. Dans ce discours, un discours qui malheureusement est en train de devenir universel, l'amour et le bien-être, sous le déguisement trompeur de la vie en couple, restent conditionnés par l'image.

Toujours plus d'hommes tombent dans ce piège, mais nous autres femmes avons des siècles d'expérience dans ce domaine, et nous connaissons sur le bout des doigts la double morale qui fait de notre anatomie le meilleur cadeau et le pire châtiment. Le corps et son image sont le sauf-conduit ou la condamnation aux diverses étapes de la vie : être mince ou obèse, pudique ou coquette, réservée ou dissolue, discrète ou délurée. Le corps et sa biologie nous marquent aux yeux de la société à travers le tamis de la sexualité : notre état d'esprit, notre tempérament, notre caractère, sont censés s'expliquer par la pure physiologie et n'échappent jamais aux commentaires narquois. Depuis la jeune femme marginalisée qui échoue dans la maquila mexicaine ou dans l'atelier philippin et doit se soumettre mois après mois à un test de grossesse dans l'entreprise sous la menace de perdre son travail si elle s'y refuse ou si elle s'avère être enceinte, jusqu'à la ministre espagnole ou la présidente argentine, jugées avant tout sur leur tenue ou sur la manière dont elles s'acquittent de leur rôle d'épouses ou de mères, le critère pour qualifier toute femme, passe d'une manière ou d'une autre, par le corps. Par une double perversion, on nous fait croire que nous sommes un corps sans nous enseigner à nous l'approprier, à l'habiter et à le vivre en liberté. Liberté de choisir quand, comment et avec qui l'habiller, en jouir, le dénuder, le partager et l'aimer comme véhicule de nos déplacements et de notre communication avec le monde.

La gauche non plus n'a pas tout à fait compris que nous ne sommes pas une propriété collective. Combien de révolutions ne réclament-elles pas la récupération et l'usufruit de leurs terres, de leurs ressources et de leurs femmes ? Combien de camarades appellent-ils leurs compagnes ma femme ? Les mots ne sont pas innocents : ils reflètent des cosmovisions, des croyances, des présupposés. L'argument apparemment le plus solide pour affirmer que le féminisme est dépassé se fonde sur la participation des femmes à la vie publique, mais le chemin est long et les idées gardent toute leur pertinence. La rage du féminisme des années 1970 nous manque : ces femmes, que la majorité considère toujours avec malveillance comme des folles parce que l'unique image médiatique qu'on en a retenu était celle des soutiens-gorges qu'elles brûlaient, sans reconnaître que tout mouvement social a besoin d'une impulsion radicale pour mettre sur la table ce qui est urgent et important.

Nous avons aujourd'hui besoin de celles qui posèrent l'aliénation de leur propre corps comme la racine du contrôle patriarcal et donc, sa conquête comme la voie d'une authentique libération.

*Traduit par Fausto Giudice, Tlaxcala*

[http://www.tlaxcala.es/detail\\_artistes.asp?lg=es&reference=299](http://www.tlaxcala.es/detail_artistes.asp?lg=es&reference=299)

**11 - L'Ouganda veut adopter la peine de mort pour les gays séropositifs !** Centre LGBT Paris  
La loi anti-homosexualité de 2009 est en passe d'être adoptée par le Gouvernement Ougandais ; selon la clause 2, une personne accusée d'homosexualité est passible d'emprisonnement à vie, mais si

elle est également VIH séropositive, il s'agit alors d'homosexualité aggravée et la sentence encourue est la peine de mort.

La loi envisage également une sanction de trois années d'emprisonnement pour quiconque ne rapporterait pas à la connaissance de la police dans les vingt quatre heures, l'homosexualité d'une personne, et une sanction de sept années d'emprisonnement pour toute personne impliquée dans la défense des droits des gays et des lesbiennes.

Gordon Brown et Stephen Harper, le premier Ministre Canadien, ont réagi en marge du sommet du Commonwealth, en affirmant que cette législation était inacceptable. Nous sommes loin, en effet, de l'application des principes de Yogyakarta que nous réclamons vigoureusement depuis quelques années, il s'agit, dans ce cas, de sauver la vie de nombreux gays et lesbiennes ougandais, séropositifs ou non.

Une mobilisation des ONG et des Etats s'impose de toute urgence. Nous en appelons au Quai d'Orsay et au gouvernement Français pour qu'il intervienne afin que le gouvernement Ougandais retire cette loi qui fait grossièrement fi des Droits Humains fondamentaux.

Paris, le 30 novembre 2009 - Christine Le Doaré - Présidente Centre LGBT Paris IdF

## **12 - Les troupes de l'Otan hors d'Afghanistan - Aucun renfort français - Collectif Otan-Afghanistan**

Barack Obama a décidé le déploiement accéléré de 30.000 soldats supplémentaires en Afghanistan. Cette escalade militaire accélère l'enlisement et la régionalisation de la guerre.

Revenant sur ses propos antérieurs, le Président Nicolas Sarkozy s'est empressé de saluer un "*discours courageux, déterminé et lucide*" réaffirmant l'engagement de la France. Aujourd'hui, il laisse entendre que le gouvernement pourrait répondre à la demande d'Obama et accroître la participation de la France alors que près de 4.000 soldats français participent déjà à cette sale guerre.

La fuite en avant militaire décidée par Barack Obama et le Pentagone ne peut qu'aggraver la situation dramatique du peuple Afghan. Il est inacceptable que les Etats-Unis et leurs alliés consacrent des milliards pour imposer par la violence leur présence en Afghanistan en faisant payer le prix de la guerre à leurs propres peuples. Les renforts envoyés par Barack Obama augmenteront la facture de la guerre de 30 milliards de dollars. Nicolas Sarkozy s'est d'ores et déjà engagé à apporter la contribution de la France.

Les manifestations en octobre et novembre, tant en France qu'en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux États-Unis, viennent appuyer les sondages qui montrent que les opinions publiques sont très majoritairement pour le retrait des troupes.

Les organisations du Collectif Otan-Afghanistan demandent l'arrêt des opérations militaires et de l'envoi de renforts, le retrait des troupes de l'Otan afin de rendre aux Afghans leur indépendance et les clés de la reconstruction du pays.

*Premiers signataires:* MRAP, PCOF, NPA, PCF, LIFPL, Mouvement de la Paix, Les Verts, ANECR, M'PEP, Parti de Gauche, Collectif des iraniens contre la guerre, Marche Mondiale des Femmes, US Solidaires,

## **SORTIES, SPECTACLES, LIVRES, MUSIQUES....**

### **12 - Film : La domination masculine**

Soutenez le film, aller le voir, organisez des débats.